

## Migration : les députés débattent en session plénière de la réponse de l'Europe

Le 20 mai, les députés ont débattu du programme européen sur les migrations proposé par la Commission européenne. Le Vice-Président de la Commission Frans Timmermans et le Commissaire à l'immigration Dimitris Avramopoulos ont annoncé plusieurs mesures, parmi lesquelles un mécanisme d'urgence de répartition des migrants, un programme de réinstallation pour recueillir des migrants originaires de pays non-membres de l'Union européenne et plus de fonds pour assurer la protection des frontières.

**Zanda Kalniņa-Lukaševica**, représentante de la présidence lettone du Conseil, se félicite de l'initiative de la Commission et du triplement des ressources dédiées à l'agence européenne pour la gestion des frontières extérieures Frontex. Elle a rappelé que les gouvernements ont également décidé de mettre en œuvre une opération militaire européenne visant à « mettre fin au modèle économique des passeurs ».

Le Vice-Président de la Commission **Frans Timmermans** a annoncé que la Commission européenne proposera la semaine prochaine un mécanisme de relocalisation temporaire « afin d'aider à réduire la pression qui pèse sur les pays qui ont des frontières extérieures ». « Il ne s'agit pas d'une question de migration en général, mais d'une situation de crise extrême qui demande une réponse claire » a-t-il ajouté, expliquant que « s'attaquer aux racines de la migration illégale signifie sécuriser nos frontières et sauver des vies, mais aussi appliquer correctement nos règles communes liées à l'asile, et nous avons besoin d'un engagement des États membres ».

« Notre voisinage immédiat est en feu et l'Europe est vue comme un refuge en ces temps d'instabilité » a déclaré le Commissaire à la migration **Dimitris Avramopoulos**.

Le député démocrate-chrétien allemand **Manfred Weber** estime que « nous sommes, en tant qu'Européens, collectivement appelés à répondre au défi » de la migration. Il a salué « le mécanisme de solidarité » proposé, avant d'ajouter que « nous sommes prêts à continuer à nous pencher sur le bon travail entrepris par la Commission. »

« L'Europe est souvent accusée de ne rien faire. Avec ces mesures, nous montrons qu'elle peut agir » estime **Gianni Pittella**, député démocrate socialiste italien. « Nous devons mettre fin aux réseaux de passeurs, mais nous ne voulons pas avoir recours à une action militaire ou à la violence ».

**Timothy Kirkhope** (ECR, Royaume-Uni) a critiqué le projet de redistribuer les demandeurs d'asile au sein de l'Union européenne : « nous avons le devoir moral de venir en aide aux autres, mais... la véritable solidarité, c'est proposer son aide parce que c'est la bonne chose à faire, et non parce que c'est une contrainte ».

Le député libéral belge **Guy Verhofstadt** a appelé à une action européenne commune face à la crise dans les pays voisins: « nous n'avons rien fait en Libye, nous n'avons rien fait en Syrie, et c'est l'une des raisons pour lesquelles tant de réfugiés cherchent à entrer dans l'Union européenne ».

**Gabriele Zimmer** (GUE/NGL, Allemagne) a critiqué ce qu'elle voit comme une approche répressive envers les réfugiés : « ce sont des personnes qui rencontrent d'énormes difficultés, et les réprimer n'aidera pas à résoudre leurs problèmes, cela crée uniquement plus de terroristes ».

« La seule approche par le Conseil qui a été approuvée par tout le monde prévoit plus de contrôles aux frontières, plus de personnes renvoyées dans leur pays et davantage d'opérations militaires. Hier, nous avons entendu parler des réfugiés hongrois en 1956 qui ont été accueillis à bras ouverts par les autres pays européens - Où sont les bras ouverts maintenant ? » s'est demandé **Judith Sargentini** (Verts/ALE, Pays-Bas).

**Nigel Farage** (ELDD, Royaume-Uni) a rappelé qu'il avait averti la Commission européenne que la politique d'asile commune ne comprenait pas de contrôles de sécurité et qu'il y avait « une véritable menace que l'État islamique utilise cette politique pour infiltrer nos pays et présenter d'importants dangers pour nos sociétés. »

**Vicky Maeijer** (membre non-inscrite, Pays-Bas) a fait part de ses préoccupations concernant le fait que « chaque pays reçoive une proportion de clandestins et de terroristes ». « Nous contribuons à l'enrichissement des trafiquants, et ce n'est pas la bonne direction à suivre » estime-t-elle.

### Pour en savoir plus

[Communiqué de presse de la Commission européenne : mieux gérer les migrations dans tous leurs aspects, un agenda européen en matière de migration \(13/05/2015\)](#)

[Communiqué de presse : le Parlement réclame des mesures urgentes pour sauver des vies \(29/04/2015\)](#)

[Vidéo europarlTV : Contrôle des frontières : Triton - entre grandes attentes et réalité](#)



Le Président du Parlement européen, Martin Schulz



Zanda Kalniņa-Lukaševica, représentante de la présidence lettone du Conseil



Frans Timmermans, Vice-Président de la Commission européenne



Dimitris Avramopoulos, Commissaire à la migration



Manfred Weber (PPE, Allemagne)



Gianni Pittella (S&D, Italie)





Timothy Kirkhope (ECR, Royaume-Uni)



Guy Verhofstadt (ALDE, Belgique)



Gabriele Zimmer (GUE/NGL, Allemagne)



Judith Sargentini (Verts/ALE, Pays-Bas)



Nigel Farage (ELDD, Royaume-Uni)



Vicky Maeijer (membre non-inscrite, Pays-Bas)